

SURCHARGÉ-ES DE CLIENTÈLE!

SPÉCIAL ÉLECTIONS PROFESSIONNELLES

Les quatre années qui viennent de s'écouler auront été riches en accords mais pas en avancées pour les personnels. Les guichetier-es et les EAR ont disparu, au profit des Chargé-es de Clientèle et des Chargé-es de Clientèle Remplaçant-es ou plutôt des patrons du Réseau. Dans le même temps, ce sont des centaines d'emplois et de bureaux de poste qui ont disparu, ou qui ont été transformés pour reprendre la novlangue postale. Pour Sud PTT, il est l'heure de faire le bilan !

☞ Accord Chargé-es de clientèle

Il aura fallu près d'un an de palabres pour que la direction du Réseau et ses partenaires sociaux (CFDT, FO, CFTC, CGC et UNSA) s'entendent sur la disparition du métier de guichetier-e et l'apparition des Secteurs qui ont imposé des déplacements toujours plus importants.

Grâce à l'accord, celles et ceux devenus chargé-es de clientèle ont dû acquérir un lot de compétences «à priorité bancaire». L'objectif premier étant bien sûr d'accélérer le développement de LBP. Pour faire passer la pilule, il y a quelques primes... que bon nombre de CC auront eu du mal à se faire payer... Quant à la poignée de promotions, elles ne suffisent pas à apporter une réelle reconnaissance à l'ensemble des postier-es du Réseau.

☞ Accord CC Remplaçant-e-s

L'accord Chargé-e-s de clientèle de mars 2016 avait quelques tiroirs. Il promettait entre autres l'ouverture d'un chantier spécifique sur les moyens de remplacement, la chute fut radicale. En juin 2017, toujours les mêmes organisations syndicales se sont entendues pour rayer de la carte les fonctions d'EAR et de CER!

Ce sont quelques 2 000 personnes dont le métier disparaît et qui ont dû se reclasser sur les nouveaux métiers de

CC ou CCR. Côté financier, c'est régime sec et les règles d'attribution des quelques indemnités se révèlent être une vraie usine à gaz.

☞ Accord Bureaux à « Priorité Sociétale »

Pour conclure la litanie des accords, le petit dernier porte sur les bureaux à priorité sociétale. Derrière cet intitulé, on aurait dû trouver le parfait nécessaire pour améliorer les conditions de travail dans les bureaux accueillant les populations socialement fragilisées.

À Sud PTT, nous revendiquons un service public de qualité et ces bureaux devraient être les têtes de pont du Réseau. Cela implique une meilleure implantation et plus de moyens. C'est pourquoi nous avons porté les revendications du personnel tout au long des négociations, comme nous le faisons toujours!

Ces dernières se sont conclues par une segmentation supplémentaire des bureaux sur fond de chantage à la signature pour connaître le périmètre d'application de l'accord! Il sera évolutif au fil des ans et des choix stratégiques du Réseau et de la banque. Sans surprise et pour obtenir les signatures de la CFDT, FO, CFTC et CGC, la direction lâche quelques promotions et la revalorisation d'une prime à hauteur d'à peine plus de 8 € par mois...

Sud n'a signé aucun de ces accords. Nous avons fait valoir notre droit d'opposition à plusieurs reprises contre ces textes adossés aux restructurations du Réseau. Nous n'apposons pas notre signature aux bas des accords qui sous couvert de stratégie d'entreprise dégradent nos conditions de travail, détruisent nos emplois et s'attaquent au service public.

Fermetures BP



La Poste ne cesse de vanter fièrement ses quelques 17 000 points de contact. En revanche, elle se fait plus discrète sur la réalité de son réseau de bureaux de Poste, qui aujourd'hui représente moins de 50 % de ces fameux points de contact. Après avoir dépouillé les zones rurales, la cible est désormais les zones urbaines qui voient fleurir les Relais Poste Urbains en lieu et place des bureaux. Les exigences de rentabilité imposées par la banque sont la première cause de ce massacre! Les dommages collatéraux sont nombreux, service public de proximité aux abonnés absents, suppressions d'emplois... Et les quelques créations de MSAP ne sauront faire illusion!

Sud lutte en tout point du territoire contre le démantèlement du maillage de proximité, aux côtés des usagers, associations, élu-es et postier-es.

SUD
syndicale

Fédération des activités postales et de télécommunications

25/27 rue des envierges 75020 Paris

tel 01 44 62 12 00 — fax 01 44 62 12 34

sudptt@sudptt.fr — www.sudptt.org

Solidaires
syndicale

Les suppressions d'emplois...

Tous les arguments sont bons pour justifier les « transformations » du Réseau. Baisse de fréquentation, révolution numérique ou nouveaux usages de la clientèle, tentent de dissimuler la course au profit dans laquelle s'est engagée la direction. Quand les objectifs commerciaux démesurés ne suffisent plus, c'est bien les coûts qu'il faut réduire, en l'occurrence ceux de la « masse salariale ». En seulement 3 ans, c'est plus de 3000 postes qui ont été supprimés au Réseau, soit 11 % des effectifs. Et ça n'est pas encore suffisant pour la direction, qui compte bien profiter des départs en retraite et TPAS pour accélérer ce plan social qui ne dit pas son nom... Là encore, Sud PTT se bat quotidiennement en étant présent aux côtés des postier-es en lutte pour leurs emplois.

... qui plombent les conditions de travail !

Après la signature de tous ces accords, accompagnant et transformant le Réseau et les métiers qui le composent, on pourrait s'attendre à une nette amélioration des conditions de travail des postier-es. La réalité n'est malheureusement pas si idyllique. Les chiffres de la Commission Nationale Santé Sécurité au Travail parlent d'eux même !

SUD PTT REVENDIQUE

- ☞ Un véritable service public postal de proximité par un maillage dense ;
- ☞ Transformation des « Relais Poste » en bureau de poste ;
- ☞ Création de bureaux de poste en zone « politique de la ville » ;
- ☞ Remplacement de tous les départs par des embauches pérennes ;
- ☞ Comblement des postes vacants ;
- ☞ Embauche en CDI de tous les CDD et intérim ;
- ☞ Niveau de fonction II.3 pour toutes et tous.

DU 3 AU 6 DÉCEMBRE 2018

VOTEZ Sud



Le nombre de jours d'absence pour maladie par agent est en hausse. On dépasse aujourd'hui les 24 jours par an par agent. Comparée aux 11 jours en moyenne dans les entreprises de plus de 50 salarié-es, c'est sans commentaire !

Les accidents du travail sont aussi en continue hausse au Réseau, quand ce même chiffre baisse dans toutes les autres branches du groupe. Sur ce point, les médecins du travail alertaient dès 2016, le risque étant en hausse. Ils pointaient en particulier les risques routiers et l'augmentation des risques psychosociaux, sans faire l'impasse sur le poids des incivilités... Finalement aucune amélioration en vue ! Les réorganisations successives, l'intensification du travail et les pressions commerciales détériorent les conditions de travail.

La campagne est lancée !

Quatre années denses en termes d'accords, de « belles » séances de négociations avec au bout de quelques circonvolutions, un arc syndical (souvent le même) qui a toujours apposé sa signature. Ce que confirme implicitement le directeur des relations sociales de La Poste, dans « FORUM » d'octobre dernier : « Voter c'est s'assurer d'être représenté dans les négociations [...]. C'est aussi permettre aux organisations syndicales de participer de façon privilégiée et légitime au dialogue social qui soutient, au travers des accords sociaux, la transformation de La Poste ».

Mais à quelques semaines des élections, le discours des signataires change. Ceux qui ont tout signé, ou presque, pour soi-disant améliorer les quotidiens des postier-es semblent découvrir que ces accords ne changeront rien ! C'est donc l'heure de dénoncer les choix stratégiques, les conditions de travail déplorable, et la gestion des emplois qui n'existe pas ! Alors jeu de rôle ou réelle prise de conscience ?

À Sud, nous n'avons pas attendu l'échéance électorale pour alerter et dénoncer la stratégie d'un Réseau devenu à priorité bancaire, qui pour nous est une stratégie perdante. Qui est d'ailleurs confirmée par le « rapprochement » avec la CDC. Pourquoi copier ce que font, « si bien », les voisins ?

La volonté d'une transformation en réseau bancaire exclut toutes les spécificités de La Poste, notamment le Courrier qui serait devenu un boulet économique. Elle exclut aussi une partie de la population qui n'a pas accès au numérique et voit la présence postale diminuer de jour en jour. Il ne s'agit pas simplement de vouloir défendre nos emplois et nos conditions de travail, mais de militer à construire un autre modèle postal basé sur le lien social.